



BIBLIOGRAPHIE CRITIQUE

Responsable de la rubrique : Francisco Muñoz-Pérez
Avec le concours de Dominique Diguët du service de la documentation de l'Ined

- É. CHARMES,
M.-H. BACQUÉ (dir.)
- Mixité sociale, et après ?
• Analysé par Joanie Cayouette-Remblière 552
- É. FELLER
- Du vieillard au retraité. La construction de la vieillesse
dans la France du XX^e siècle
• Analysé par Pierre-Antoine Bilbaut 555
- J. KIVITS, F. BALARD,
C. FOURNIER,
M. WINANCE
- Les recherches qualitatives en santé
• Analysé par Meoïn Hagège 558
- H.S. BECKER
- La bonne focale. De l'utilité des cas particuliers
en sciences sociales
• Analysé par Meoïn Hagège 560
- R. ROGERS,
P. MOLINIER (dir.)
- Les femmes dans le monde académique.
Perspectives comparatives
• Analysé par Mathieu Arbogast 561
- P. PICHON, C. GIROLA,
É. JOUVE (dir.)
- Au temps du sans-abrisme.
Enquêtes de terrain et problème public
• Analysé par Pierre Eloy 565

CHARMES Éric, BACQUÉ Marie-Hélène (dir.), 2016, *Mixité sociale, et après ?*, Paris, Presses universitaires de France, La Vie des idées, 112 p.

Alors que la notion de mixité sociale s'impose comme mode légitime de répartition des populations dans l'espace depuis les années 1980⁽¹⁾, l'ouvrage collectif dirigé par Éric Charmes et Marie-Hélène Bacqué entend questionner les effets de l'usage de cette catégorie. Il rassemble cinq contributions qui sont certes très diverses, mais dont on retrouve la cohérence dans l'introduction et la conclusion de l'ouvrage, ainsi que dans les mises en perspective en début de chaque chapitre que les directeurs de l'ouvrage ont eu soin de rédiger.

Le premier chapitre, rédigé par Marie-Hélène Bacqué, questionne ce que la mixité sociale comme catégorie d'action publique fait à la représentation commune des quartiers populaires, et procède à une critique de la disqualification-naturalisation des communautés. Pour ce faire, elle rappelle la définition webérienne de la communauté (« groupe défini par un sentiment d'appartenance, par la croyance en un héritage commun, par une tradition ou par une origine partagée », p. 19-20), puis montre qu'il peut exister une diversité de communautés (géographiques, religieuses, professionnelles...) et que, par conséquent, une même personne peut appartenir à plusieurs communautés. Dans cette perspective, les communautés ne sont pas que de potentiels lieux de repli, elles peuvent aussi apporter des ressources, une conscience critique et un pouvoir d'agir. La naturalisation des communautés interdit de penser les transformations sociales, notamment les processus de déségrégation des classes populaires – liés à l'allongement des études et à l'accroissement des situations de cohabitation, d'interaction ou de coprésence – que les travaux d'Olivier Schwartz (1998)⁽²⁾ décrivent finement. Pour l'auteure, la notion de mixité sociale détourne les enjeux réels des quartiers populaires, enjeux qui résident non pas dans le communautarisme mais au contraire dans leurs transformations résultant de la précarisation et de la diversification des classes populaires.

Le second chapitre est un résumé très dense du cadre théorique de l'ouvrage *Great American City* de Robert Sampson. Éminent sociologue américain, Sampson est un spécialiste des « effets de quartier », à savoir les impacts des caractéristiques d'un quartier sur les trajectoires sociales de ses habitants. Il montre que la « concentration écologique des handicaps » (pauvreté, chômage, déstabilisations familiales, ségrégation raciale...) influe sur les violences et l'entraide, mais que ce lien n'est pas mécanique. En effet, il développe deux concepts qui complexifient la grille d'analyse de la ségrégation. Le premier est celui de « quartier en miroir » qui permet à l'auteur d'affirmer que les perceptions partagées du désordre prédisent la trajectoire et la transformation d'un quartier, notamment

(1) Palomares Élise, 2010, « Itinéraire du credo de la "mixité sociale" », *Revue Projet*, 307(6), p. 23-29.

(2) Schwartz Olivier, 1998, « La notion de "classes populaires" », Université Versailles Saint-Quentin, Habilitation à diriger des recherches.

suisant des dynamiques que Jean-Claude Chamboredon (1985)⁽³⁾ qualifiait de « construction sociale des populations » et qui impliquent que les individus s'installent dans les quartiers dont ils partagent les perceptions. Le second concept est celui d'« efficacité collective », entendant par-là l'efficacité de la régulation sociale qui permet notamment de maintenir un faible taux de criminalité, et qui peut être une ressource, y compris dans les cas de ségrégation. Sampson soutient donc que le quartier populaire peut constituer une ressource et détourne l'étude des effets de quartier de la seule critique de la ségrégation.

Le chapitre 3, qui reprend une publication du géographe Mathieu Giroud, questionne les effets sociaux ambivalents du mélange social résultant de la gentrification des quartiers populaires. La promotion de la mixité sociale dans ces quartiers laisse dans l'ombre les effets délétères de ces changements sur les populations les plus fragilisées. C'est en effet au nom de la promotion de l'ouverture des quartiers populaires aux classes moyennes que ces quartiers sont « réhabilités » en reléguant les symboles de l'héritage ouvrier à la catégorie de l'esthétique, puis en gommant leur histoire sociale parfois conflictuelle. Giroud montre ainsi, à partir de l'étude du quartier ouvrier historique de Grenoble, comment la mixité sociale y est toujours marquée des rapports de domination et de formes de contrôle social des classes populaires, auxquels ces dernières peuvent néanmoins parfois opposer une « certaine résistance ».

En s'appuyant sur une synthèse de la littérature américaine et ses propres travaux interactionnistes sur les relations entre passants, Stéphane Tonnelat propose un chapitre qui interroge les effets de la mixité sociale dans les espaces publics. Il adopte d'abord une définition stricte de l'espace public (un lieu de coprésence anonyme) qui se distingue à la fois des espaces privés et des espaces du quartier faits de relations secondaires avec des connaissances plus ou moins distantes. Puis, plutôt que de postuler un rôle idéalisé de l'espace public qui serait le lieu privilégié de la formation de citoyens solidaires, il prend au sérieux la socialisation par et dans ces espaces. Ses analyses montrent ainsi que, dans l'espace public mixte, s'acquièrent des comportements qui promeuvent une accessibilité généralisée fondée sur l'égalité, notamment sur l'absence de discriminations à l'égard des minorités. Autrement dit, les situations de coprésence entre individus d'origines sociales et migratoires diverses participent de la socialisation à la tolérance et au respect des différences.

Le dernier chapitre est tiré d'une recherche collective menée par Éric Charmes, Lydie Launey et Stéphanie Vermeersch. Il se présente comme une réponse argumentée à Jacques Lévy et à sa théorie du gradient d'urbanité selon laquelle les espaces sont hiérarchisés en fonction de leur diversité fonctionnelle et sociale (ou encore, pour reprendre Tonnelat, de leur propension à produire des lieux de coprésence anonyme). Dans cette hiérarchie, les grandes métropoles s'opposent à l'habitat périurbain, supposé favoriser des attitudes de repli sur l'espace

(3) Chamboredon Jean-Claude, 1985, « Construction sociale des populations », in Duby Georges (dir.), *Histoire de la France urbaine, tome 5*, Paris, Le Seuil, p. 441-472.

domestique et sur l'entre-soi ainsi que des postures de mise à l'écart de l'altérité. En se basant sur des entretiens qualitatifs menés à la fois à Paris (IX^e) et dans une ville périurbaine du département des Yvelines auprès de populations socialement favorisées, les auteurs estiment que « le périurbain n'est pas une version dégradée de la ville ». D'abord, ils montrent la diversité des espaces périurbains, des plus populaires (soumis à beaucoup de nuisances –aéroport, trains) aux espaces des classes moyennes et supérieures. Ensuite, ils affirment que si le périurbain qu'ils étudient est plus homogène socialement que la plupart des quartiers centraux, les sociabilités (sélectives) des habitants du IX^e arrondissement le sont tout autant. Pour finir, Charmes et ses collègues remarquent que la peur de l'autre est une représentation qui n'épargne personne. Ainsi, les habitants du IX^e ont pu tenir des discours plus « méprisants » et « plus racistes » que ceux du périurbain. La mixité sociale qui caractérise la ville-centre peut donc induire des comportements plus ségrégatifs que ceux des habitants du périurbain.

À travers ces cinq chapitres, la notion de mixité sociale est donc abordée dans un double sens. L'ouvrage donne d'abord des pistes pour penser cette catégorie en tant que levier de l'action politique. Le « credo » de la mixité sociale est mobilisé à la fois pour justifier la disqualification (et la rénovation) des quartiers populaires étudiée par Marie-Hélène Bacqué, mais aussi pour accompagner la gentrification des quartiers populaires centraux ou réduire la ségrégation dans certains quartiers populaires pourtant caractérisés par une forte « efficacité collective ». À la lecture du volume, force est de se montrer prudent ou circonspect sur les conséquences de cette conception. Mais les diverses contributions interrogent aussi les effets de la mixité sociale effective. Tonnelat montre que, dans l'espace public, le brassage peut favoriser l'émergence de compétences favorables à la tolérance et au respect d'autrui, alors que le travail de Giroud souligne en quoi la coprésence de populations socialement diverses peut engendrer domination et contrôle social. C'est donc tout l'intérêt de l'ouvrage que de livrer cette conclusion à la fois prudente et ambiguë, et de montrer que, loin d'être close, la question des effets supposés de la mixité sociale mérite que l'on continue à s'y intéresser, car s'il est évident qu'une répartition plus équilibrée des populations ne suffirait pas à résoudre les inégalités sociales, il serait imprudent de négliger sa participation à la recomposition sociale.

Joanie CAYOUILLE-REMBLIÈRE

Feller Élise, 2017, *Du vieillard au retraité. La construction de la vieillesse dans la France du XX^e siècle*, Paris, L'Harmattan, 438 p.

À travers cet ouvrage ambitieux, Élise Feller parvient, avec pédagogie et clarté, à déconstruire l'idée selon laquelle l'institutionnalisation de la vieillesse a commencé après la seconde Guerre Mondiale. Face à cette myopie souvent répandue dans les travaux sur les personnes âgées, elle multiplie les sources et les points de vue pour montrer que la première moitié du XX^e siècle est une période charnière dans l'évolution des représentations de la vieillesse. Plus largement, c'est l'ensemble du cycle de vie qui est alors bouleversé avec la prise en compte de la retraite.

La première partie de l'ouvrage est consacrée aux « chiffres » et aux « mots » de la vieillesse durant la période étudiée. Le vieillissement est d'abord perçu comme une menace pour la puissance française, notamment par comparaison avec ses voisins européens. En réalité, plus qu'un allongement de l'espérance de vie, c'est la faiblesse des naissances et la persistance de la mortalité infantile qui expliquent l'augmentation de la part des aînés dans la population. Comme le résume bien l'auteure : « si la France vieillit dans le premier XX^e siècle, ce n'est que dans le second que les Français vieilliront » (p. 60). Cette analyse est stimulante dans la mesure où elle permet d'expliquer pourquoi le discours démographique de l'époque se teinte souvent d'une perspective idéologique : ces dénonciations traduisent en réalité la « volonté de ramener une population dont les mœurs se sont relâchées aux valeurs de la famille et du travail qui feront la force de la nation » (p. 38). L'analyse que l'auteure propose ici du sort des femmes révèle que le vieillissement n'est pas lié uniquement à l'évolution biologique (un supposé âge de la vieillesse) mais que sa perception est aussi influencée par des considérations morales. En effet, les mères (tout comme les « vieux garçons » et les « vieilles filles ») deviennent des vieillards plus tôt que les pères de famille. Ces discours scientifiques évoluent très lentement, puisque même en 1948, lors de l'organisation à l'Ined des « Trois journées pour l'étude scientifique du vieillissement de la population », le fatalisme démographique est encore largement mis en avant. Le second chapitre de l'ouvrage revient sur les représentations de la vieillesse dans l'ensemble de la population. Une grande variété de sources sont mobilisées pour montrer que ces représentations varient peu : le vieillard constitue une figure indésirable qui est exclue par exemple du cinéma naissant, au profit des premières (jeunes) vedettes. Cette revue des discours sur la vieillesse souligne aussi à quel point la notion entretient un rapport lâche avec la variable de l'âge : le genre, la catégorie professionnelle, le statut conjugal sont autant de facteurs qui avancent ou reculent l'entrée dans la vieillesse.

Poursuivant l'organisation thématique de l'ouvrage, la seconde partie revient sur les liens entre la médecine et la vieillesse dans le premier XX^e siècle. Si le XIX^e siècle peut laisser penser à la naissance d'une approche médicale spécialisée de la vieillesse, les préoccupations politiques de la période suivante arrêtent ce mouvement. En raison des conséquences de la première Guerre Mondiale, la

jeunesse constitue un enjeu prioritaire pour la médecine. Concernant les personnes plus âgées, seules la ménopause et la tuberculose sont étudiées. Mais les motivations de ces recherches en disent long sur les priorités des médecins : dans le premier cas, il s'agit de comprendre la fin de la fertilité féminine afin de prolonger cette dernière et d'augmenter le nombre des naissances ; dans le second, il s'agit d'isoler les vieillards infectés du reste de la population pour éviter toute contagion. Finalement, les plus pauvres sont relégués dans des hospices, aux côtés des indigents. Dans un premier temps et jusqu'aux années 1930 environ, l'hospice répond bien aux besoins des vieillards : avec la loi de 1905, l'assistance devient obligatoire et les thèses du solidarisme se concrétisent à travers la gestion de ces établissements dans lesquels les œuvres religieuses prennent une grande place. Les théories hygiénistes permettent également l'amélioration des conditions de vie. Par l'étude de nombreux exemples locaux, on voit donc se concrétiser un « âge d'or » de l'hospice dans les années 1920. Cependant, l'augmentation de la demande et les limitations des moyens résultant de la crise économique des années 1930 font de ces lieux des « mouirois », véritables repoussoirs pour les classes populaires.

La dernière partie, beaucoup plus étoffée, revient sur la construction sociale de la vieillesse dont le premier ^{XX}^e siècle est un moment clé. En effet, « en un demi-siècle, on est passé d'une gestion privée de la vieillesse, centrée sur la famille, le patrimoine ou la charité, à une gestion collective, d'abord partielle, centrée sur la figure du vieillard indigent, puis globalisante, centrée sur la figure du retraité » (p. 165). En France, pays plus rural que ses voisins européens, vieillir en privé représente une perspective valorisée par la population. À l'opposé de cette vieillesse en famille souvent idéalisée, ce sont les vieillards indigents qui sont les premiers à faire l'objet de la législation sociale (loi de 1905). Cette première figure institutionnalisée de la vieillesse souligne que c'est avant tout l'assistance qui structure la solidarité étatique. Même si ces premières aides sont clairement insuffisantes, les structures mises en œuvre (par exemple le recensement des besoins locaux à travers les bureaux de bienfaisance) modifient les représentations. En parallèle, des systèmes de retraite par capitalisation se développent fortement à travers le mouvement mutualiste, les rentes assurées par des livrets souscrits auprès de la caisse nationale des retraites ainsi que par la création d'un système de retraite pour les pensionnés de l'État. Même si les sommes versées sont dérisoires – en raison notamment de l'inflation qui ruine les rentiers –, l'idée d'une gestion collective des retraites s'impose petit à petit. Dans ce cadre, les classes populaires restent largement mises à l'écart. L'échec des retraites ouvrières et paysannes (loi de 1910) en est la démonstration : les ouvriers rejettent majoritairement ce système perçu comme un risque de voir rétablir un contrôle permanent de leurs mobilités et de leurs mœurs. De plus, le système, toujours pensé en termes de prévoyance, est inconcevable pour des ouvriers dont les revenus ne permettent pas d'épargner, qui peinent même à se penser pleinement comme des salariés et dont la probabilité de vivre jusqu'à l'âge légal de la retraite est encore faible. Avec les années 1930 et la généralisation de

l'assurance sociale, la retraite est progressivement considérée par l'ensemble de la population comme une période normale du cycle de vie. Ainsi, même si elle est d'abord « conçue par le patronat comme un outil de contrôle social, la retraite est réinvestie par le salariat comme un espace de liberté et d'indépendance en marge du travail contraint » (p. 339). Après la seconde Guerre Mondiale, les enquêtes (de l'Ined notamment) montrent bien qu'une véritable révolution des mentalités a eu lieu, aboutissant à « l'intégration du temps de la retraite dans le cycle de vie de l'individu et de sa famille » (p. 349).

Dans le dernier chapitre de l'ouvrage, Élise Feller reprend les principales conclusions de son travail sur les archives des dossiers des retraités des transports parisiens. À travers l'analyse de plus de 600 dossiers de travailleurs nés entre 1860 et 1880, on voit apparaître et se consolider un régime « spécial ». En effet, face aux exigences de la modernisation des techniques de transport urbain, la stabilité et la compétence des salariés deviennent prioritaires. Si le système de retraite permet de fixer la main d'œuvre et de se séparer sans difficulté des travailleurs les plus anciens, les salariés s'approprient également ce nouveau système de retraite. Le moment de la retraite devient alors une période à part entière du cycle de vie qui occasionne, par exemple, des projets résidentiels nouveaux (retour dans la région natale ou achat d'un pavillon dans la banlieue parisienne).

L'auteure nous offre donc un panorama particulièrement complet et nuancé de l'histoire de la vieillesse dans le premier XX^e siècle. On pourra regretter le choix d'une organisation thématique qui amène parfois à quelques répétitions. La place accordée à l'étude de cas que constitue le dernier chapitre est également regrettable : les liens entre la naissance de ce régime « spécial » de retraite et le mouvement plus général qui occupe le reste de l'ouvrage pourraient être approfondis. Ces quelques remarques sont néanmoins négligeables par rapport aux qualités du travail fourni. Comme l'écrit Vincent Caradec dans sa postface, l'ouvrage d'Élise Feller est d'une grande pertinence à la fois pour l'histoire et pour l'ensemble des sciences humaines, car la démarche développée ici comble une absence de connaissances de la vieillesse.

Pierre-Antoine BILBAUT

KIVITS Joëlle, BALARD Frédéric, FOURNIER Cécile, WINANCE Myriam, 2016, *Les recherches qualitatives en santé*, Paris, Armand Colin, 329 p.

Ce manuel collectif, formé de 29 contributions, est destiné à l'usage des étudiants, des enseignants et des chercheurs qui s'intéressent aux recherches qualitatives sur la santé. L'ouvrage est le produit d'un travail pluridisciplinaire : les auteurs sont des universitaires francophones, issus majoritairement des sciences sociales et de la santé publique, ainsi que des médecins et des enseignants en sciences de l'éducation et de la communication. Didactiques, les chapitres peuvent être lus par des non-spécialistes des sciences sociales qui cherchent à comprendre ou à s'initier aux enquêtes qualitatives. Les chapitres sont éclairés par des expériences de terrain et de dialogue pluridisciplinaire. Ils permettent de préparer sa propre enquête de manière rigoureuse et réfléchie.

L'ouvrage propose d'abord un rappel des principes méthodologiques fondamentaux aux sciences sociales, appliqués en partie à l'objet de la santé (parties I et II). Les premiers chapitres abordent ainsi les considérations éthiques de la recherche en lien avec le milieu médical, puis les méthodes de l'entretien, de l'observation, de la recherche documentaire et sur internet (*e-health studies*). La troisième partie présente des exemples de recherches qualitatives en santé, qui illustrent des enjeux spécifiques au travail de recherche en milieu médical ou en santé publique, à certains cadres théoriques (phénoménologie) ou à certaines méthodes (*focus groups*, méthodes mixtes).

Dans ce manuel, la conception des « recherches qualitatives » est large et, d'une certaine manière, définie en opposition aux recherches fondées sur l'exploitation de bases de données de santé. Comme le sous-entend le dernier chapitre, dans ce champ particulièrement pluridisciplinaire il convient de rappeler que l'opposition entre « quali » et « quanti » est inopérante d'un point de vue méthodologique ou épistémologique. Elle engage malgré tout des interactions entre disciplines ou approches différentes, qui se méconnaissent souvent. Pour mieux travailler ensemble, les auteurs font trois excellentes recommandations pour une « bonne » pratique du qualitatif en santé, issues de leurs expériences de recherche et d'enseignement : (1) ancrer la recherche dans un cadre théorique réfléchi et maîtrisé ; (2) faire de l'expérience d'interactions avec d'autres disciplines un objet de recherche en soi ; (3) mieux connaître les approches et les forces des autres disciplines, de manière à faciliter le dialogue et la publication pluridisciplinaire.

Un des apports de cet ouvrage réside sans nul doute dans son plaidoyer étayé pour une pratique rigoureuse des méthodes issues des sciences sociales. Dans le domaine de la santé, il est particulièrement nécessaire de maîtriser les méthodologies (c'est-à-dire les méthodes et leurs cadres théoriques), du fait de la confrontation de l'enquêtrice ou de l'enquêteur avec le cadre de pensée biomédical. Par exemple, la prégnance de la notion de représentativité dans cette dernière peut faire douter de la scientificité ou de la robustesse des sciences sociales. Une solide maîtrise des méthodologies et des fondements épistémologiques des

sciences sociales prévient ce risque : elle permet à l'enquêtrice ou l'enquêteur de s'affirmer en tant que scientifique, sur le moment et sur le terrain, puis dans l'écriture. Comme le rappellent les auteurs, faire des sciences sociales de la santé, sur le terrain ou au sein d'une équipe de recherche, requiert de bien se connaître pour interagir de manière constructive avec les autres disciplines.

Meoïñ HAGÈGE

BECKER Howard S., 2016, *La bonne focale. De l'utilité des cas particuliers en sciences sociales*, Paris, La Découverte, Grands repères, 272 p.

Cet ouvrage est la traduction française par Christine Merllié-Young de l'ouvrage de Howard Saul Becker intitulé *What about Mozart? What About Murder? Reasoning from Cases*, publié en 2013 (University of Chicago Press).

Il s'agit du dernier ouvrage de l'un des sociologues les plus étudiés de la seconde École de Chicago, tant pour ses contributions dans le domaine de la sociologie des discriminations, de la déviance ou de l'art (*Outsiders, Les mondes de l'art...*), que pour ses ouvrages de méthodologie particulièrement pédagogiques (*Le travail sociologique, Les filles du métier...*).

L'ouvrage est constitué de sept chapitres, qui posent les jalons de la méthode : analyse de cas qui permettent par analogie d'aboutir à des hypothèses plus générales sur les processus sociaux. Ce que l'auteur nomme « les boîtes noires », leurs inputs et leurs outputs sont l'outil central de comparaison de cas pour comprendre les principes de la structure sociale. Il argue que les processus sociaux peuvent être élucidés en analysant leurs « intrants » et ce qu'ils produisent en « sortie ».

L'ouvrage est à la fois un témoignage et un plaidoyer pour le raisonnement par analogie dans la recherche en sciences sociales. H.S. Becker décrit de manière précise et didactique pourquoi et comment il se sert de cas particuliers, pour graduellement les généraliser et élaborer des théories sociologiques. Ces cas sont divers et variés : l'auteur s'appuie sur ses propres travaux et sur d'autres provenant notamment de la sociologie pragmatique américaine, ainsi que sur des expériences personnelles, des anecdotes et des cas fictifs. Il utilise l'exemple de l'un de ses articles sur les effets de la drogue et les savoirs profanes pour illustrer sa notion de « boîte noire » : il reprend mot pour mot des passages de « *Consciousness, power and drug effects* » (1973) puis de « *Drugs and politics* » (1977) pour en expliciter, étape par étape, le raisonnement et l'ouverture progressive de la « boîte noire » qui fait de certains usagers de psychotropes des déviants. Le résultat est une démonstration particulièrement pédagogique de l'élaboration des théories sociologiques à partir d'observations empiriques et de travaux scientifiques.

L'auteur plaide pour une sociologie inspirée par une culture générale large plutôt que seulement par des travaux sociologiques spécialisés. Trouver des cas différents et inspirés, y compris imaginaires, est le meilleur moyen selon lui d'aérer la discipline et d'entretenir une curiosité scientifique, pour continuer de faire de la sociologie une science innovante.

Si la traduction est parfois maladroite et le contenu en partie publié ailleurs, cet ouvrage éclairera un lectorat étudiant en sciences sociales, à la recherche de conseils pratiques pour produire des travaux sociologiques rigoureux et innovants. Il est un rappel bien utile à l'ouverture indispensable de la sociologie sur le monde qui l'entoure.

Meoïn HAGÈGE

ROGERS Rebecca, MOLINIER Pascale (dir.), 2016, *Les femmes dans le monde académique. Perspectives comparatives*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 228 p.

Ce volume est constitué des actes d'un colloque international consacré aux femmes dans le monde académique, organisé en mars 2015 au sein de l'Université Sorbonne Paris-Cité, et soutenu par l'Institut Émilie du Châtelet et l'Université Paris 13 qui accueillait le colloque. Par ailleurs, il a reçu un soutien financier dans le cadre du projet européen Trigger. Avoir été sélectionné dans le 7^e PCRD⁽¹⁾ est la preuve du soutien européen à ces thématiques. C'est dans ce contexte, plus favorable qu'auparavant mais non sans fragilités, qu'a pu être organisée une manifestation internationale de trois jours au programme ambitieux.

Ce volume réunit une bonne partie des contributions du colloque de 2015 (13 plus 3 brèves annexes, sur les 36 présentations). Certaines ont fait l'objet de publications séparées hors-actes. L'ouvrage, découpé en trois parties, porte sur les pionnières, sur les carrières académiques actuelles, sur les changements institutionnels et leurs leviers. On peut cependant lire autrement ces chapitres, découpés ainsi : enquêtes historiques, enquêtes sociologiques, témoignages. En effet, la nature des contributions diffère sensiblement selon qu'elles exposent des résultats de recherche sur archives, d'enquêtes originales, ou des récits plus ou moins personnels. Le volume est centré sur la France, mais six des treize chapitres portent sur un pays étranger : Allemagne, Belgique, Côte d'Ivoire, Haïti, Québec, Suisse. Les disciplines représentées sont elles-mêmes diverses : histoire, sociologie, psychologie, philosophie, sciences de l'éducation. Par cette ouverture géographique, disciplinaire, historique, et par le jeu d'échelles qui va de l'individuel au structurel, l'ouvrage comme le colloque affichent une grande ambition et se montrent relativement complets. Les trois exemples de pionnières concernent l'université française : les historiennes médiévistes de l'École pratique des hautes études, les universités toulousaines entre 1912 et 1968, et les facultés de médecine et de sciences à Paris de 1869 à 1939. Ces exemples montrent trois phénomènes. D'abord, être une étudiante étrangère facilitait l'obtention d'une place dans ces institutions. Ensuite, le fait qu'une pionnière ouvre un précédent n'empêcha pas que de longues années s'écoulaient avant qu'une autre femme occupe une place comparable. Enfin, le parrainage d'un homme occupant une position élevée dans l'institution jouait un grand rôle, marque d'un système patriarcal.

La deuxième partie est la plus sociologique, et celle qui explore le plus profondément les mécanismes à l'œuvre. À partir des données du projet européen Garcia, le chapitre de Le Feuvre, particulièrement riche, brosse le tableau des enjeux théoriques et méthodologiques du champ de recherche. Elle observe d'abord un glissement au fil du temps, l'argument de la justice sociale faisant une place grandissante à la promotion des femmes dans l'institution comme facteur d'efficience. L'auteure souligne la nécessité de contextualiser finement, pour tenir compte par exemple des différences de statut et de salaires des universitaires d'un pays à l'autre. L'impact de la maternité n'est pas non plus partout

(1) Programme Cadre de recherche et développement européen.

le même. La revue de littérature internationale couvre les facteurs d'inégalité individuels, sociaux, mais aussi institutionnels. Sur ce dernier point, elle mentionne l'importance d'identifier les *gate keepers* (qui filtrent l'information) et l'impact positif de leur sensibilisation.

À partir d'entretiens qualitatifs avec des post-doctorants belges, Barbier et Fusulier caractérisent les tensions entre la parentalité et les exigences d'un milieu professionnel. Ils distinguent le renforcement (la parentalité vécue comme facteur d'amélioration du travail de recherche), l'apaisement (déplacement de la priorité vers la famille), et le conflit entre les contraintes des deux sphères, ce dernier ne concernant que les mères de l'échantillon.

Jacquemart et Sarfati explorent les données d'une enquête réalisée via internet sur le rapport au travail des personnels universitaires. Malgré un sentiment général d'utilité sociale, les femmes déclarent plus de ressenti négatif que les hommes. Les personnels BIATSS (ingénieurs, administratifs, techniques...) ont aussi un ressenti bien plus négatif que celui des enseignantes.

À partir de données d'enquête, Lhenry aborde la question de la « norme masculine de réussite » chez les enseignants-chercheurs. S'appuyant sur le concept de carrière au sens de Becker, il déconstruit la perception dominante selon laquelle l'institution serait égalitaire et méritocratique, les problèmes n'étant qu'individuels. Or, seules les femmes sont questionnées sur l'articulation entre leur vie privée et leur travail. Leur ambition est rapidement stigmatisée et la disponibilité pour l'institution se retourne contre les mères dont on attend majoritairement le soin aux enfants. L'étalon de la réussite est donc fortement « sexué ».

La manière dont les « normes d'excellence » universitaires sont genrées est aussi l'objet du chapitre de Godfroy, à partir du projet européen Gendertime. Le chapitre d'Akossi-Mvongo et Roger-Tieffi sur l'université Houphouët-Boigny d'Abidjan confirme les analyses de Lhenry, malgré les doutes exprimés en ouverture sur la pertinence d'importer les analyses occidentales des inégalités. La pratique des sciences au lycée et les parcours universitaires des femmes ont été valorisés dès 1965 et surtout 1980. Mais les femmes restent concentrées sur les grades subalternes, et les rôles sociaux sont très genrés. Certes, les femmes travaillent à l'extérieur (le modèle de la femme au foyer est vu comme « exotique »), mais le travail domestique repose sur elles. Il est donc difficile pour les doctorantes d'être soutenues par leur famille dans une démarche qui les détourne des tâches domestiques, et une fois chercheuses elles n'ont pas le temps dont les chercheurs disposent le soir.

Les derniers chapitres s'approchent plus de témoignages. Descarries constate que malgré la vitalité des études de genre au Québec depuis 1965, leur légitimité reste constamment remise en question. À l'université d'État d'Haïti, Magloire décrit le faible nombre de mémoires de licence portant sur ces thématiques, sur lesquelles existent peu d'enseignements, seulement depuis 2009 et pas chaque année. Hilgemann et Niegel utilisent les données de rapports sur le genre établis tous les 3 ans en Allemagne depuis 2010. Les procédures de recrutement y sont

peu transparentes, et tendent à reproduire une homosocialité masculine. Elles concluent à la nécessité d'ouvrir la « boîte noire » des recrutements. C'est sur les facteurs de changement concrets qu'insiste justement Fassa, en complétant des analyses du projet Garcia également évoqué par Le Feuvre. Les actions mises en place en Suisse privilégient la détection et l'accompagnement de femmes à haut potentiel (ciblage, mentorat) et la facilitation de l'articulation famille-travail (crèches, souplesses horaires), qui ne remettent en cause ni le « régime de genre » (Connell) androcentré, ni l'accent général sur les normes d'excellence.

Dans la conclusion de l'ouvrage, Catherine Marry en tire un bilan mitigé et critique. Elle regrette notamment que la « maudite conciliation » entre vie professionnelle et maternité soit formulée en ces termes et qu'elle tienne autant de place dans les travaux, car, rappelle-t-elle, les femmes ont des carrières moins rapides et « moins abouties » que les hommes, qu'elles aient ou non des enfants. En outre, elle estime que la fixation sur l'idée de conciliation contribue à laisser les conjoints hors du champ de recherche « dans cet ouvrage comme dans la plupart des autres publications évoquées ». C'est donc moins une conclusion de l'ouvrage qu'un bilan des recherches de ces quinze dernières années auquel elle se livre sans concession.

À ces remarques on peut joindre quelques regrets. La diversité des types d'établissements n'est pas réellement abordée dans les travaux évoqués ni dans la bibliographie sur laquelle ils s'appuient. Il existe des hiérarchies implicites et des contextes de travail différents entre disciplines et entre universités, entre ces dernières et les grandes écoles et écoles professionnelles. Il en existe aussi entre les instituts d'études politiques et les instituts universitaires de technologie, deux types de structures qui sont (sauf Sciences po Paris) rattachées à des universités. De même les brevets de techniciens supérieurs et les classes préparatoires relèvent des lycées, donc de l'enseignement du second degré et de son recrutement, bien qu'il s'agisse de formations post-bac, ce qui complexifie l'écheveau des hiérarchies et des canaux de recrutement.

Un tel ouvrage reste bienvenu, car le sujet est peu traité dans les sciences sociales, du moins francophones. Il est à la croisée d'une sociologie du genre, des *science studies*, et du champ des inégalités professionnelles et de genre. À titre de comparaison, on constate dans les actes de la journée d'études de l'Anef et Efigies de 2007 « Les femmes à l'université : rapports de pouvoir et discriminations », qu'elle abordait déjà la question des actions structurelles et fournissait des états des lieux chiffrés. Contrairement au présent recueil, la journée de 2007 n'aborda pas les pays étrangers ni les pionnières, mais elle questionna les relations avec l'institution des doctorantes, catégorie spécifiques de chercheuses précaires, et deux interventions portaient sur le harcèlement sexuel. Tous ces travaux se poursuivent, recherches individuelles comme projets européens. Plusieurs organisatrices du colloque de 2015 et auteurs de chapitres ont d'ailleurs pris part à Paris, du 12 au 14 septembre 2016, à la 9e conférence européenne pour l'égalité de genre dans l'enseignement supérieur, preuve qu'une dynamique se poursuit.

L'ouvrage en lui-même souffre de deux écueils, liés à l'exercice parfois délicat des actes publiés. Le premier est l'absence de la majorité des contributions du colloque, ce qui est souvent le cas lorsque la participation n'est pas conditionnée par l'acceptation préalable du futur chapitre. Le second est la brièveté des chapitres, correspondant aux contenus prononcés en temps limité, ce qui facilite un parcours rapide de plusieurs thématiques mais prive lecteurs et lectrices de précieux détails. Ces deux aspects sont fréquents pour les colloques et reflètent indirectement la difficulté à trouver des financements pour des manifestations scientifiques. C'est ainsi que le chapitre de Barbier et Fusulier s'avère une version synthétique d'un article soumis avant les actes, paru depuis dans *Sociologie et sociétés*. Quant à l'intervention de Chenu et Martin sur les trajectoires des enseignantes-chercheuses en sociologie et démographie, elle est absente des actes mais a été publiée dans la revue *Travail, genre et sociétés*. Cette dernière est d'ailleurs réintroduite dans l'ouvrage par le biais de la conclusion de Catherine Marry. Le dossier touffu paru au printemps 2017 dans le *European Educational Research Journal*, précisément sous la codirection de Bernard Fusulier, n'a pas encore d'équivalent en français (14 articles sur les interférences travail-vie privée dans les carrières scientifiques, dont un seul portant partiellement sur la France). Le décalage avec la production internationale n'est pas comblé.

Mathieu ARBOGAST

PICHON Pascale, GIROLA Claudia, JOUVE Élodie (dir.), 2016, *Au temps du sans-abrisme. Enquêtes de terrain et problème public*, Saint-Étienne, PUSE, 454 p.

Cet ouvrage recueille une bonne vingtaine de contributions présentées au colloque international tenu en 2012 à Saint-Etienne, intitulé « Espace public et sans domicile fixe, la recherche s'expose ». Leurs auteurs proviennent d'universités françaises mais également de bon nombre d'universités étrangères, et ils relèvent de disciplines diverses (sociologie, sciences de l'éducation, histoire, anthropologie, ethnologie, sciences politiques...). Les terrains d'enquêtes se situent en France (Paris et Saint-Etienne), mais aussi à Tokyo, Montréal et Buenos Aires.

L'ouvrage est centré sur l'analyse de politiques publiques de lutte contre l'exclusion menées au cours des vingt dernières années, et leurs effets tant sur les populations sans-abri que sur la mobilisation citoyenne. Deux idées principales marquent l'ensemble de l'ouvrage, à savoir : la mise en valeur du caractère cumulatif de la recherche et le grand intérêt de la perspective comparative. L'enquête de terrain occupe une place importante, tant dans sa description analytique que du point de vue de sa « portée épistémologique ».

Les huit chapitres de l'ouvrage sont répartis en trois parties. Dans la première, les auteurs mènent une réflexion sur l'enquête de terrain et s'interrogent tour à tour sur la place qu'y prennent les intervenants et les chercheurs. Le premier chapitre permet de contextualiser l'émergence du problème public du sans-abrisme au cours du XX^e siècle. À l'aide d'une approche sociohistorique, Axelle Brodriez et Bertrand Ravon décrivent la mise en place des dispositifs ayant rendu invisible une population laissée dans les marges. Dans le deuxième chapitre, Daniel Cefai nous mène au cœur de l'urgence sociale, à travers une enquête de terrain réalisée avec le Samu social. L'analyse des politiques publiques autour du « logement d'abord » fait l'objet du chapitre suivant, par la présentation des exemples du Québec et d'une initiative municipale décrite par Marine Maurin, menée à Saint-Etienne.

La deuxième partie de l'ouvrage se concentre sur l'engagement des chercheurs auprès des enquêtés, du travail de restitution jusqu'à la question de la place des artistes dans le débat sur le sans-abrisme. Claudia Girola introduit le premier chapitre en insistant sur l'importance de la réflexivité dans la recherche auprès des sans-abri. Ensuite, le texte de Dalhia Namian montre l'intérêt de deux procédés, l'ironie et la métaphore, afin d'étudier l'itinérance et la fin de vie. Ces procédés vont permettre de mieux définir et d'approcher le travail d'enquête auprès d'une population aux « marges du social », ce qui renvoie aux difficultés, tant épistémologiques que méthodologiques, auxquelles se retrouvent confrontées les chercheurs. Dans le chapitre suivant, Jérôme Beauchez dépasse ce questionnement épistémologique et rend compte des tensions entre « engagement » et « distanciation » à propos d'une enquête menée sur des groupes de punks, skinheads et squatteurs. Ce travail souligne l'importance de l'entretien biographique, que l'on retrouve dans le texte de Christophe Blanchard, à propos d'une

étude sur les jeunes sans-abri accompagnés de chiens. Le travail d'enquête, mis en parallèle avec le parcours autobiographique, s'accompagne d'un retour réflexif permanent sur l'usage des catégories et des concepts sociologiques. Le dernier texte, rédigé par Fabrice Fernandez, s'intéresse aux usagers de drogue « en errance urbaine ». Il reprend le parcours du chercheur, en partant d'une rencontre avec un fumeur de crack, qui prendra le rôle de guide et lui permettra de s'introduire dans un terrain d'enquête où les cadres et les règles sont produits par les consommateurs de drogues et non par les institutions. Le dernier chapitre de cette partie décrit des solutions portées par les politiques publiques. L'article de Shirley Roy, à partir de l'exemple du Québec, montre les difficultés et les potentialités de la recherche partenariale à partir d'une enquête sur l'itinérance. Le rapport entre recherche et politique est au centre de l'article d'Elodie Jouve et de Claire Lemarchand. Elles analysent l'engagement des artistes dans la dénonciation des conditions de vie des sans-abri et montrent également l'impact de créations artistiques et de dispositifs « inventifs, polémiques ou innovants ». Cette partie se termine par l'article d'Etienne Tassin sur le rôle des designers dont l'objectif dans cette dénonciation n'est pas d'y apporter des réponses, mais bien de provoquer la réflexion.

La description ethnographique est au centre de la troisième partie de l'ouvrage. Son objectif est de rendre compte des « métamorphoses de la question sociale », à partir d'exemples internationaux (France, Italie, Japon, Argentine). Les premiers articles traitent de la question de l'implantation, de l'habitat précaire, tente ou cabane, installé dans l'espace public. Gaspard Lion, décrit tout en finesse l'expérience des hommes installés dans un bois parisien, qu'il a suivis pendant quatre ans. Des difficultés rencontrées aux négociations permanentes avec les autorités jusqu'à l'expulsion, l'auteur met en avant la résistance de ces personnes. Tout comme dans l'article de Lucas Graeff, autour de la mobilisation des Enfants de Don Quichotte, qui montre que la création du droit au logement opposable renforça cependant « la naturalisation des représentations catégorielles ». Dans l'enquête d'Estelle Degouys sur les groupements de tentes dans les parcs publics de Tokyo, article faisant écho à celui de Gaspard Lion, on observe aussi « la lutte quotidienne pour habiter » et les efforts pour créer une organisation conduisant à un « vivre ensemble ». La présence de sans-abris dans l'espace public est également étudiée par Griselda Pelleres et Paula Rosa dans la ville de Buenos Aires où une loi promulguée récemment reconnaît aux sans-abri l'usage de l'espace public. Les chercheuses critiquent la logique assistancielle de cette loi à laquelle de nombreux sans-abri souhaiteraient échapper. Les limites de cette logique, sont mises en évidence dans l'article de Marie-Thérèse Têtu sur les squats de migrants sans abri et sans papiers. En effet, si les sans-abri peuvent revendiquer un droit au logement ou à l'hébergement, les sans-papiers ne le peuvent pas. Les squats deviennent ici des lieux de mobilisation afin de revendiquer le « droit à être là ». Cette mobilisation peut donner lieu à des arrangements avec les acteurs institutionnels ou associatifs, et aussi à la transmission d'un savoir, comme le montre Maurizio Bergamaschi à propos du recrutement d'anciens sans-abris

comme des travailleurs pairs en Italie.

On pourra noter que les contributions à cet ouvrage dans le cas de la France montrent peu la diversification de la population sans abri au cours des dernières années (augmentation du nombre de femmes, d'enfants, et d'étrangers)⁽¹⁾ et l'impact potentiel de ces évolutions sur la construction du problème public et des réponses apportées. Cet recueil permet néanmoins de faire le point sur l'état de la recherche dans le domaine du sans-abrisme, grâce à un ensemble d'articles qui analysent des enjeux locaux tout en les plaçant dans une perspective historique et internationale.

Pierre ELOY

(1) Yaouancq F., Duée M., 2014, « Les sans-domicile en 2012 : une grande diversité de situations », France portrait social.